

**Le Grand Conseil
du canton de Berne****Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 1^{er} juin 2016

Direction de la police et des affaires militaires**42 2016.RRGR.100 Motion 030-2016 Sancar (Berne, Les Verts)
Hébergement des requérants d'asile chez des particuliers**

N° de l'intervention: 030-2016
Type d'intervention : Motion
Déposée le: 26.01.2016
Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
Cosignataires: 12
Urgence: accordée le 17.03.2016
N° d'ACE: 481/2016 du 27 avril 2016 27.04.2016
Direction: POM

Hébergement des requérants d'asile chez des particuliers

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. de permettre l'hébergement dans des familles d'accueil de requérants et requérantes d'asile dont la demande a de très fortes chances d'aboutir ;
2. de mettre au point un programme d'accueil chez des particuliers avec l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) et d'intensifier la collaboration avec cette organisation.

Développement :

Les conflits et les violations des droits humains qui sévissent en permanence dans différents pays poussent de nombreuses personnes à chercher refuge ailleurs. Beaucoup d'entre elles restent dans leur pays ou se rendent dans un pays voisin. Bien que ces personnes soient peu nombreuses à se diriger vers l'Europe, ces derniers mois elles ont été plus nombreuses à chercher refuge en Europe, notamment en Suisse. Les institutions cantonales doivent trouver suffisamment de solutions d'hébergement pour éviter que ces personnes ne se retrouvent à la rue. Même si les autorités bernoises n'ont pas eu de stratégie pendant longtemps, jusqu'à présent elles sont toujours parvenues à trouver des solutions au moins pragmatiques pour héberger les requérants et requérantes d'asile.

Les abris sont désormais saturés. C'est pourquoi il faut trouver d'autres solutions. L'hébergement dans des familles d'accueil est une option envisageable. Il faudrait pouvoir proposer cette solution aux requérants et requérantes d'asile dont la demande a de fortes chances d'aboutir (requérants d'asile érythréens ou syriens p. ex.).

Jusqu'à présent, seules les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés reconnus pouvaient être hébergés dans des familles d'accueil. Les requérants et requérantes d'asile pouvaient par ailleurs être hébergés chez des particuliers s'ils avaient des liens personnels avec la famille. Cette pratique doit être étendue aux requérants et requérantes d'asile dont la demande a de fortes chances d'aboutir, et ce même s'il n'existe aucun lien personnel.

Dans sa réponse à l'interpellation I 228-2015 Imboden-Linder¹, le Conseil-exécutif constate à raison que « l'initiative privée du projet de famille d'accueil est la bienvenue. » Pour éviter les abus et l'exploitation des requérants et requérantes d'asile, il faut sélectionner les familles sur la base d'une stratégie prévoyant des critères, des procédures et un suivi des familles d'accueil. Les requérants et requérantes d'asile hébergés dans des familles d'accueil pourront continuer à suivre des cours de langue dans les centres et mettre immédiatement en pratique ce qu'ils ont appris dans la famille, et ainsi apprendre la langue plus rapidement. Au vu des coupes drastiques pratiquées dans l'offre de cours de langue dans les centres, c'est d'autant plus

¹ I 228-2015 du 7.9.2015 : Accueil des réfugiés dans le canton de Berne

important. L'accueil chez des particuliers présenterait aussi de gros avantages en termes de qualité de vie : liens sociaux, entraide, informations pratiques pour le quotidien, etc.

Selon l'article paru dans le *Bund* du 21 janvier 2016, plusieurs centaines de personnes admises provisoirement et de réfugiés reconnus vivent dans les institutions cantonales alors que leur statut leur donne le droit à un hébergement privé. Bien sûr, les centres hébergeront toujours des personnes en attente d'un logement une fois que l'asile leur a été accordé. Les personnes admises à titre provisoire ont beaucoup plus de mal à trouver un logement, certainement en raison du flou qui entoure leur statut et de leurs modestes ressources. C'est pourquoi il sera difficile de réduire le nombre de personnes hébergées dans les institutions cantonales. Et c'est aussi une raison pour promouvoir l'hébergement chez des particuliers dès le début.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le canton de Berne, la compétence pour l'octroi de l'aide sociale dans le domaine de l'asile est actuellement partagée entre, d'une part, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) pour les personnes réfugiées et, d'autre part, la Direction de la police et des affaires militaires (POM) pour les personnes requérant l'asile et celles admises provisoirement depuis moins de sept ans. Sauf mention contraire, c'est à ces deux derniers groupes, relevant de la compétence de la POM, que se rapporte la présente réponse.

Grâce à leur statut légal et au fait qu'ils sont libres d'élire domicile sur l'ensemble du territoire bernois, les réfugiés reconnus sont les mieux à même de trouver leur propre appartement. Ainsi, ils n'ont en principe pas besoin d'être logés par les autorités et procèdent eux-mêmes aux recherches correspondantes, avec le soutien du bureau du logement de Caritas, financé par la SAP.

Point 1

Comme le Conseil-exécutif l'a indiqué dans sa réponse à l'interpellation 228-2015 Imboden, le projet pilote mené avec l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) a déjà connu des succès. Outre l'OSAR et le bureau du logement, le projet Wege-Leben (www.wegeleben.ch) favorise aussi le placement de réfugiés reconnus chez des particuliers, en cherchant des places dans des colocations privées pour les réfugiés qui le souhaitent et en fournissant un accompagnement aux colocataires qui les accueillent.

Les personnes admises à titre provisoire séjournant dans un centre collectif ont la possibilité de déposer une demande d'hébergement chez des tiers. Les services d'aide sociale en matière d'asile, éventuellement en collaboration avec l'OSAR, examinent leur aptitude à résider chez des particuliers. Les modalités d'un tel hébergement sont définies dans la directive sur l'aide sociale, l'aide d'urgence et les soins médicaux pour les personnes relevant du domaine de l'asile dans le canton de Berne (directive sur l'aide sociale en matière d'asile²). À l'heure actuelle, le nombre de personnes placées chez des particuliers dans le cadre du projet pilote reste plutôt bas. Comme l'explique l'auteur de la motion, un grand nombre de personnes réfugiées ou admises provisoirement continuent de séjourner dans des centres collectifs, malgré les efforts fournis par les autorités compétentes, les partenaires contractuels et les particuliers.

Fort de ce constat, le Conseil-exécutif conclut que l'hébergement de ces personnes chez des particuliers ne va pas sans difficultés, malgré la bonne volonté de la population. Les organismes compétents doivent examiner si les offres qu'ils reçoivent de cette dernière remplissent certains critères, ce qui représente une lourde charge, surtout dans la situation inhabituelle de ces derniers mois. En raison de cette problématique, il est peu probable que l'on parvienne à augmenter le nombre d'hébergements privés en élargissant le groupe cible. Le Conseil-exécutif estime que les personnes réfugiées et admises provisoirement doivent être prioritaires pour

² Cf. point. 3.1.4 de la directive sur l'aide sociale en matière d'asile, http://www.pom.be.ch/pom/fr/index/migration/schutz_vor_verfolgung-asyl/publikationen_downloads.assetref/dam/documents/POM/MIP/fr/Immigration/Directives%20et%20annexes/20150608%20-%20ANG-Weisung%20-%20directive%20aide%20social%20asile%20frz.pdf

l'hébergement chez des particuliers et n'entend donc pas donner cette possibilité aux requérants et requérantes d'asile.

Point 2

Comme il l'a déjà indiqué au point 1, le Conseil-exécutif n'est pas disposé à autoriser l'hébergement de requérants et requérantes d'asile chez des particuliers en cours de procédure et ne prévoit donc pas d'établir un programme d'accueil en ce sens.

Il estime que le canton de Berne offre déjà suffisamment de possibilités d'hébergement aux personnes du domaine de l'asile et qu'il respecte ses obligations dans le domaine délicat que constituent l'aide sociale en matière d'asile, la protection des personnes relevant du domaine de l'asile résidant chez des particuliers et l'exercice de la surveillance nécessaire.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 42, einer Motion von Grossrat Sancar der Grünen, «Private Unterbringung von Asylsuchenden bei Gastfamilien». Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Wir führen eine freie Debatte. Ich gebe das Wort dem Motionär Grossrat Sancar.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Mit dieser Motion möchten wir die Unterbringung von Asylsuchenden bei Gastfamilien ermöglichen. Diese Möglichkeit hat für alle Beteiligten Vorteile. Der Kanton wird entlastet, die Betreuung wird von den Gastfamilien gewährleistet und so entstehen auch persönliche Kontakte, die für das Leben hier von grossem Vorteil sind. Die Unterbringung bei Gastfamilien ist vor allem in Zeiten, wo die Plätze in den kantonalen Unterkünften knapp werden, besonders hilfreich. Umso mehr erstaunt es mich, dass der Regierungsrat den Vorstoss nicht annehmen möchte. Er wagte ja sogar, Asylsuchende im Winter in Zelten unterzubringen, um seiner Aufgabe nachzukommen. Wir schätzen seine Bemühungen, keine Asylsuchenden obdachlos zu lassen. Um diesem Ziel näher zu kommen, sind Gastfamilien eine gute Unterstützung. Wie gesagt, bringt es auch den Asylsuchenden Vorteile, weil sie sich so in der Schweiz schneller und besser zurechtfinden. Es wird für sie sicher auch einfacher, einer Erwerbstätigkeit nachzugehen, weil sie die Sprache schneller entwickeln können. Wie wir alle wissen, ist die Sprache ein zentrales Element für das Leben hier.

Das Argument des Regierungsrats, wonach es in den Zentren viele anerkannte Flüchtlinge gibt und diese von den Gastfamilien aufgenommen werden sollten, ist mir bekannt. Wenn jemand als Flüchtling anerkannt wird, kann er oder sie nicht sofort eine Wohnung finden. Das ist ja auch für uns Erwerbstätige so. Wer einmal eine Wohnung gesucht hat, kennt das. Auch wenn eine als Flüchtling anerkannte Person nach ein paar Monaten eine Wohnung gefunden hat, wird die Zahl der anerkannten Flüchtlinge in den Zentren nicht automatisch abnehmen. Denn es ist für sie alle schwierig, eine Wohnung zu finden. So wird es immer anerkannte Flüchtlinge geben, die in den Zentren leben müssen, bis auch sie wiederum eine Wohnung finden. Anerkannte Flüchtlinge suchen eine Wohnung, um neue Perspektiven zu entwickeln und werden dabei von den Hilfswerken unterstützt. Deshalb interessieren sich Gastfamilien vor allem für die Aufnahme von Asylsuchenden im Wissen darum, dass es diese schwer haben, sich alleine auf dem Wohnungsmarkt durchzusetzen. Die vorgesehenen Mittel für die Wohnungen für Asylsuchende sind sehr gering. Mit weniger als 400 Franken ist es fast unmöglich, eine Wohnung oder ein Zimmer zu finden. Zusammen mit der Schweizerischen Flüchtlingshilfe ein entsprechendes Unterbringungskonzept zu entwickeln, würde die Arbeit der Migrationsbehörde vereinfachen. Dies bedeutet einen Mehrwert für den Kanton, die Asylsuchenden und die Gastfamilien!

Ich denke auch nicht, dass die Anfragen sehr zahlreich wären. Dennoch ist jede Unterbringung bei den Gastfamilien doch ein Gewinn! Noch einmal: Ich habe es wirklich nicht verstanden, weshalb sich der Regierungsrat nicht für diese Sache engagieren möchte und finde dies sehr schade. Ich bin überzeugt, dass der Regierungsrat die Vorteile einer Unterbringung von Asylsuchenden bei

Gastfamilien früher oder später erkennen wird und das erwähnte Konzept zur Umsetzung bringt. Ich bitte Sie deshalb, diese Motion zu unterstützen. Danke für die Aufmerksamkeit.

Le vice-présidente Ursula Zybach prend la direction des délibérations.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-président. Einen guten Nachmittag miteinander. Wünscht die Mitmotionärin das Wort? – Das ist nicht der Fall. Dann ist das Wort für die Fraktionssprecherinnen und -sprecher frei. Ich sehe keine Anmeldungen. Wünschen Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher das Wort? – Doch, nun sehe ich die angemeldeten Rednerinnen und Redner, ich brauche bloss nach oben auf die Tafel zu blicken. Es handelt sich um Fraktionssprecher. Als erster Fraktionssprecher hat Marc Jost für die EVP das Wort.

Marc Jost, Thoune (PEV). Ich freue mich, wieder inhaltlich mitdiskutieren zu dürfen! Vorab möchte ich meinen persönlichen Bezug zum Thema bekanntgeben. Im Rahmen meiner beruflichen Tätigkeit beim Verband habe ich Anfang Jahr zwei Projektleiterinnen angestellt, welche in diesem Bereich tätig sind. Diese wirken also koordinierend bei der Unterbringung von Personen aus dem Asylbereich bei Gastfamilien. Sie unterstützen die Schweizerische Flüchtlingshilfe und andere in diesem Bereich tätige Organisationen. Punktuell ist dies auch die Heilsarmee. Allerdings sind diese Stellen bei uns aus privaten und nicht aus öffentlichen Mitteln finanziert. Wie läuft es heute eigentlich grundsätzlich ab, wenn Personen privat untergebracht werden? Unsere Mitarbeiterinnen – wie auch jene vieler anderen Organisationen, die sich hier engagieren – sammeln meistens auf einer Internetplattform Angebote und prüfen diese, indem sie einen Besuch vor Ort machen und sehen, ob die jeweiligen Privatunterkünfte – in Bezug auf die Gegebenheiten aber auch von den Personen her – überhaupt geeignet sind. Anschliessend werden die Angebote den Behörden oder auch den zuständigen Partnerorganisationen gemeldet. Die Projektleiterin geht danach in unserem Fall mit einem Gast, einer Person aus dem Asylbereich, zum Gastgeber, wo ein Treffen sowie ein Gespräch stattfinden, um herauszufinden, ob es überhaupt passt. Dies, weil es sich um eine persönliche Angelegenheit handelt und abgeklärt werden muss, ob es überhaupt passt. Danach gibt es eine Bedenkzeit. Damit haben beide Seiten die Freiheit zu entscheiden, ob sie es wollen oder nicht. Im positiven Fall kommt es zu einem Mietvertrag. Das Verhältnis wird danach weiter begleitet, aber es gibt keine Entschädigung für den Gastgeber.

Ich möchte von Seiten der EVP die Tätigkeit des Kantons würdigen und Danke sagen für das, was in diesem Bereich bereits bis jetzt möglich ist. Es gibt bereits vorläufig Aufgenommene, die von diesem Angebot profitieren können. Der Regierungsrat schreibt selber, dass er die Unterbringung bei Privaten als willkommenes Ergänzungsangebot zu allen anderen Möglichkeiten erachte. Seitens der EVP möchten wir den Regierungsrat ermutigen, dies weiter zu fördern und auszubauen sowie die Asylsozialhilfestellen zu unterstützen und anzuweisen, diese Angebote wahrzunehmen und zu fördern.

Hier geht es nicht generell um die Unterbringung, sondern um jene für eine ganz bestimmte Gruppe, nämlich Asylsuchende, welche zu einer grossen Wahrscheinlichkeit einen positiven Entscheid – zum Beispiel eine vorläufige Aufnahme oder eben die Aufnahme als Flüchtling – erhalten. Es geht um diese spezifische, wohl eher kleinere Gruppe. Weshalb ist es aus Sicht der EVP richtig, diese zu berücksichtigen? Wir sehen eine grosse Chance und ein grosses Potenzial darin, dass Personen, bei denen es absehbar ist, dass sie hier bleiben, sich gerade im Kontext einer Gastfamilie schneller und besser über die Beziehungsebene integrieren. Sie können die Sprache und die Kultur schneller kennenlernen und erhalten bessere Alltagsinformationen. Trotz der Risiken, die dies auch birgt, ist dies eine grosse Chance für unseren Kanton. Deshalb möchten wir uns dafür einsetzen, dass eine Ausweitung auf diese Gruppe zustande kommt. Dies, weil es immer noch so ist, dass bei Personen, die zwar noch keinen Entscheid erhalten haben, klar ist, dass sie zum Beispiel vorläufig aufgenommen werden, wenn sie aus einem Konflikt- und Kriegsgebiet stammen. Der Regierungsrat schreibt selber, er sehe keine Argumente, die gegen diese Öffnung sprechen. Er erwartet eigentlich keine positive Entwicklung dahingehend, dass es viel mehr Lösungen gibt. Insofern finden wir, dass die Chance auch genutzt werden sollte, wenn eine Öffnung schon nicht schadet! Damit soll auch in diesem Bereich die Möglichkeit geboten werden. Es bedürfte einfach einer kleinen Anpassung der heutigen Asylsozialhilfeweisung, welche auf besagte Personengruppe ausgeweitet werden könnte. Deshalb ist die EVP der Überzeugung, dass diese Motion – oder bei einer allfälligen Umwandlung auch ein Postulat – auf jeden Fall unterstützt werden sollte, sodass es hier gute, langfristige Lösungen gibt, welche die Integration bei

Personen fördern, von denen ohnehin klar ist, dass sie – unter Umständen auch für längere Zeit – unter uns leben.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Für mich steht ausser Zweifel, dass die Motionäre ein starkes soziales Empfinden zeigen. Dies ist an und für sich sehr lobenswert und passt auch in den humanitären Auftrag der Schweiz. Allerdings könnte daraus rasch ein Bumerang werden, welcher diejenigen sehr schmerzhaft treffen wird, welchen man fälschlicherweise echte Hoffnungen – salopp ausgedrückt – vorgegaukelt hat, indem man sie in Gastfamilien platziert, ohne dass sie einen Entscheid haben und wissen, ob sie bleiben können oder nicht. Bis der Entscheid nicht vorliegt, kann man nie sagen, es bestehe eine grosse Wahrscheinlichkeit oder eben nicht. Darauf wollen wir hinaus. Weshalb? Zweifellos steht der Integrationsgedanke für die Unterbringung von anerkannten Flüchtlingen und vorläufig Aufgenommenen bei Gastfamilien im Vordergrund. Stefan Frei, Mediensprecher der Schweizerischen Flüchtlingshilfe, hat gesagt, privat untergebrachte Flüchtlinge würden viel schneller integriert, als dies in einem Flüchtlingszentrum der Fall sei. Dies ist auch richtig und gut so, sofern es auf die eben erwähnte Gruppe zutrifft. Ansonsten entsteht eine Geburtsstätte grosser Enttäuschung und es werden Aggressionen geschürt. Wenn die vorläufig aufgenommenen Asylsuchenden und Flüchtlinge in den Gastfamilien sind, ist dies sehr positiv. Wie bereits in der Antwort des Regierungsrats festgehalten, haben anerkannte Flüchtlinge und Asylsuchende aufgrund ihrer Rechtsstellung andere Voraussetzungen. Es macht also keinen Sinn, dass eine Person aus dem Bereich der Wahrscheinlichkeit einer anderen prädestinierten Person den Platz wegnimmt.

Ich habe vorhin vom Regierungsrat gehört, dass wir immer noch 125 Personen in Zentren haben, die vorläufig aufgenommen und anerkannt sind. Es ist viel klüger, wenn diese in eine Gastfamilie kommen, sodass Asylsuchende, welche sich in einem noch laufenden Verfahren befinden, in den Zentren Platz haben. Die Schweizerische Flüchtlingshilfe hat die Anforderungen an private Gastgeber und ihre Lokalisationen aufgestellt. Ich möchte hier keine Einzelheiten aufzählen. Tatsache ist aber, dass geeignete Plätze sehr rar sind und daher das Wunschdenken und die Realität diesbezüglich weit auseinanderklaffen. Fakt ist, dass innerhalb des Pilotprojekts nur wenige Vermittlungen gemacht werden konnten. Eine mögliche Erklärung dazu: Claudia Hänzi, Vorsteherin des Amts für soziale Sicherheit des Kantons Solothurn, sagte, es wäre heikel und bedürfte einer sorgfältigen Prüfung, wenn man Flüchtlinge bei Privaten platzieren möchte. Viele Menschen stellen sich dies sehr romantisch vor. Einen Flüchtling aufzunehmen bedeutet, einen beträchtlichen Betreuungsaufwand leisten zu müssen. Nicht zu unterschätzen ist auch, dass wir damit die Verantwortung für eine erwachsene Person übernehmen, die weder unser System noch unsere Kultur kennt. Die gefragten Plätze werden nur spärlich zur Verfügung gestellt bzw. werden nur spärlich zur Verfügung stehen.

Wir haben in der Schweiz einen sozialen Auftrag und sind unserem humanitären Verhalten verpflichtet. Es stellen sich aber folgende Fragen: Ist es human, Hoffnungen zu wecken, im Bewusstsein, dass diese im nächsten Schritt wieder zerschlagen werden, indem die Gesuche der betreffenden Personen abgelehnt werden? Ist es human, falsche Hoffnungen zu schüren? Die Humanität würde dadurch ins Negative verschoben und für die Betroffenen eher von der harten Seite empfunden. Soziales Denken ist gut und wünschenswert. Diesen Gedanken sollen wir stark in uns tragen, jedoch dürfen wir ihn nicht überstrapazieren und zu einem hypersozialen Denken und Handeln werden lassen. Auch wir von der BDP sind wie der Regierungsrat der Ansicht, dass unter den gegebenen Fakten eine Erweiterung auf den Personenkreis von Asylsuchenden in einem laufenden Verfahren nicht sinnvoll ist und eher negative Auswirkungen hätte. Die BDP-Fraktion lehnt eine Motion wie auch ein Postulat ab – speziell auch, um dem Gedanken echter Humanität gerecht zu werden.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC). Deux points constituent cette motion: permettre l'hébergement dans des familles d'accueil de requérants et requérantes d'asile dont la demande a de fortes chances d'aboutir; mettre au point un programme d'accueil chez des particuliers. Le Conseil-exécutif relève que ces demandes sont déjà remplies, puisque actuellement déjà des personnes admises provisoirement ont la possibilité d'être logées chez des privés. Il est constaté que la demande pour ce genre d'hébergement n'est pas très recherchée et que la demande est plus faible que l'offre. C'est pour ces raisons que le Conseil-exécutif rejette cette motion. Le groupe UDC suit la proposition du Conseil-exécutif.

Meret Schindler, Berne (PS). Integration beginnt möglichst früh – dies sehen wir seitens der SP-JUSO-PSA-Fraktion ähnlich wie der Motionär. Ein Teil davon ist auch die Wohnintegration. Wir werden am Sonntag über die Asylgesetzrevision abstimmen und hoffen, dass die Verfahren dann in Zukunft schneller vorangehen werden. Deshalb unterstützen wir diese Motion nur in Form eines Postulats. Die Schweizerische Flüchtlingshilfe kommt im Moment nicht mit allen Angeboten zur Unterbringung der Leute zurecht. Wir haben es schon vor etwa einem halben Jahr in Bezug auf vorläufig Aufgenommene thematisiert. Auf der Website sieht man, dass es immer noch etwa drei Monate dauert, bis ein Gesuch bearbeitet worden ist. Wenn man davon ausgeht, dass jemand hierher kommt und ich dieser Person ein Zimmer zur Verfügung stelle, es aber drei bis vier Monate dauert, bis sie bei mir einziehen kann, wären wir soweit, dass das Asylverfahren dieser Person bereits weiter fortgeschritten ist. Deswegen werden wir seitens der JUSO-PSA-SP-Fraktion nur ein Postulat unterstützen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Diese Motion für eine private Unterbringung von Asylsuchenden, welche mit grosser Wahrscheinlichkeit Schutz erhalten, ist erstens bei Gastfamilien zu ermöglichen und zweitens das nötige Konzept dazu zu entwickeln. Die grüne Fraktion stimmt dieser Motion einstimmig zu. Ich denke vor allem an Familien mit Kindern, welche aus Kriegsgebieten zu uns fliehen. Sie brauchen rasch einen kleinen, geschützten Lebensraum und möglichst wenig Öffentlichkeit. Sie brauchen eine verbindliche Umgebung mit Einbezug in die Verantwortung, in die täglichen Aufgaben der Grundbedürfnisse. Sie sollen unsere Sprache von Mensch zu Mensch schnell lernen, damit Perspektiven sichtbar und erkennbar werden. Diese Art der Unterbringung muss niemandem Angst machen – im Gegenteil; sie ist effizient und wird langfristig die grossen Probleme verringern. Müssen die Menschen unser Land früher oder später wieder verlassen, können sie Positives und Erlerntes mitnehmen und haben einen Grundstein von Beziehungen gelegt, was sich fruchtbar auswirken wird. Wer nichts mitnehmen kann, wer schnell wieder gehen muss, aber dennoch einen solchen Rahmen erleben durfte, für jene ist es wesentlich schlimmer und es wird sich negativer auf die Gesamtheit auswirken. Liebe Ratsmitglieder, helfen Sie mit, die kostengünstige und wirkungsvolle Hilfe zu verwirklichen! Liebe Zögerer, überwinden Sie mit einem Ja Ihr spezielles Flüchtlingstrauma! Damit werden Sie gesundheitsbringende Erfahrungen machen!

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Diese Motion weist ein Problem auf: Sie spricht von Asylsuchenden. Die Problematik liegt darin, dass wir heute im Kanton Bern die Situation haben, dass die Asylbewerbenden mit einem vorläufigen Aufnahmestatus – die Vorrednerin hat es bereits erwähnt –, nicht aus den Zentren bringen. Das ist doch unsinnig! Die Antwort beschreibt klar, dass für diese Gruppe die Möglichkeit gegeben werden soll. Es gibt eine zweite Zielgruppe, welche wir noch nicht im Griff haben, nämlich die unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA). Wie ich erfahren habe, bekommen diese alle relativ rasch den Status der vorläufigen Aufnahme. Auch für diese – man spricht nicht mehr von 500, es sind heute bereits mehr – ist man daran, Konzepte zu erstellen, um sie, wenn sie 18 Jahre alt sind, integrativ in Familiensystemen unterzubringen. Auch dies bezieht sich auf den Status der vorläufigen Aufnahme.

Damit komme ich zum Hauptthema: Die POM ist zusammen mit der GEF daran – dies wird in meiner Motion ausführlich beschrieben –, eine Gesamtstrategie zu erarbeiten. Diese wird diesen Sommer im Sinne eines Sounding Boards allen betroffenen Gemeinden und allen mit der Asylthematik befassten Gruppen zur Verfügung gestellt und ihre Meinungen eingeholt. Im Winter wird die Gesamtstrategie schlussendlich der GSoK vorgelegt werden. Damit haben wir eine Gesamtstrategie, welche aufzeigt, wie mit welchen Zielgruppen im Kanton Bern verfahren werden soll. So können auch die leider vorhandenen Doppelspurigkeiten abgebaut und es kann insbesondere geklärt werden, wer für welche Bereiche zuständig ist. Darin liegt die Problematik dieser Motion. Ich wäre froh gewesen, sie wäre noch zurückgezogen worden. Warten wir die Gesamtstrategie ab, lassen wir die Gruppen oder Parteien, die es wollen, ihre Punkte einbringen! Diese Zielgruppe zum jetzigen Zeitpunkt aufzunehmen, wenn wir nicht einmal die vorläufig Aufgenommenen in die entsprechenden Strukturen hineinbringen, ist für mich eigentlich verfehlt. Darin besteht die Tragik: Die Motion ist gut gemeint, kommt aber zum falschen Zeitpunkt. Aus diesem Grund werden wir sie auch seitens der glp ablehnen.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Für die EDU hat Grossrat Tanner das Wort. Einzelsprecher können sich ab jetzt gerne anmelden.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Ich kann mich der BDP-Sprecherin anschliessen. Die EDU-Fraktion möchte nicht, dass Asylsuchende, welche möglicherweise Schutz erhalten, in Gastfamilien aufgenommen werden. Wenn die 125 000 aufgenommenen Flüchtlinge durch die GEF nicht einmal eine Wohnung erhalten, wie wollen wir denn ermöglichen, dass genügend Wohnungen zur Verfügung stehen? Wir lehnen diese Motion ab.

Philippe Müller, Berne (PLR). Die FDP folgt der Argumentation des Regierungsrats; diese ist für uns überzeugend. Wir haben es gehört: Im Vordergrund sollte die Aufnahme von Flüchtlingen und vorläufig Aufgenommenen in Familien stehen. Dies führt ja schon zu einigen Problemen. Wenn man es noch zusätzlich versucht, schafft man sich vor allem zusätzliche Probleme und belastet die Organisationen zusätzlich. Deshalb lehnen wir auch den zweiten Punkt bezüglich des Konzepts ab. Zu einem Postulat – um Peter Siegenthaler zu zitieren – kann ich nicht Stellung nehmen, weil uns nicht signalisiert worden ist, dass der Vorstoss in ein solches umgewandelt werden soll. Noch eine Bemerkung zu Michel Seiler: Es ist nicht so, dass diese Leute nirgends sind, wenn sie nicht bei einer Familie wohnen. Sie werden untergebracht und gehen nicht verloren; sie werden halt vielleicht nicht bei einer Familie untergebracht. Bitte lehnen Sie diesen Vorstoss ab.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke Ihnen für diese Diskussion. Die Argumentation der Regierung dürfte klar und konzis sein und sie ist eigentlich seit Jahren dieselbe. Wir sagen, dass die Möglichkeit einer privaten Unterbringung für Asylsuchende mit dem Status B – so wie ihn Flüchtlinge erhalten – oder dem Status F – wie ihn vorläufig Aufgenommene haben – besteht. Deshalb haben wir diesen Zusammenhang zum Pilotprojekt der Schweizerischen Flüchtlingshilfe bereits in der Antwort auf die Interpellation 228-2015 von Frau Grossrätin Imboden hergestellt. Dort geht es um anerkannte Flüchtlinge; dort passt es. Bei jenen, die sich im Verfahren befinden, erachte ich es und erachtet es die Regierung als den falschen Weg. Deshalb lehnen wir Ziffer 1 dieser Motion ab sowie logischerweise auch deren Ziffer 2. Ich bitte Sie, dem Antrag der Regierung zu folgen.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-président. Ich erteile dem Motionär Grossrat Sancar noch einmal das Wort.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Ich wandle die Motion in ein Postulat um. Somit kann das Konzept flexibel gestaltet werden. Ich möchte auch noch darauf hinweisen, dass Asylsuchende oder viele von ihnen irgendwann einmal auch in die Situation der vorläufigen Aufnahme kommen werden. Beispielhaft sind Asylsuchende aus Syrien sowie früher auch Somalier, die nicht ausgeschafft werden können. Der Regierungsrat könnte das Konzept etwas flexibler gestalten und Leute, die nicht ausgeschafft werden, in dieses integrieren. Deshalb wandle ich den Vorstoss in ein Postulat um.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Habe ich Sie richtig verstanden, Sie wandeln in ein Postulat um? (*Hasim Sancar acquiesce.*) Damit kommen wir zur Abstimmung. Wer dieses Postulat annimmt, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 54

Non 82

Abstentions 1

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Sie haben das Postulat abgelehnt. Somit kommen wir zum Traktandum 43. Wenn ich schon das erste Mal den Vorsitz habe, schlage ich Ihnen doch mit einem Blick auf die Uhr vor, in die Pause zu gehen. Wir fahren um 17.00 Uhr weiter.

La séance est levée à 16 heures 25.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Eva Schmid (d)